
XXX
XXX

Audience du XX à 14h00

Tribunal correctionnel de BORDEAUX

N° de parquet : XXX

CONCLUSIONS DE NULLITE

In limine litis

POUR :

Monsieur XXX

Prévenu

Prévenu

Ayant pour Avocat, **XX**

Avocat au Barreau de BORDEAUX

CONTRE :

Le MINISTERE PUBLIC

PARTIE CIVILE :

xxxxxxx

PLAISE AU TRIBUNAL

(A mon sens éviter le rappel des faits, il s'agit de conclusions in limine litis – avant toute défense au fond – limitez-vous à la procédure)

Le XXX, Monsieur / Madame XXX était interpellé et placé en Garde à vue.

XXX déféré devant le Procureur de la République le XXX.

Monsieur/Madame XXX était renvoyé devant la juridiction de céans prévenu du chef :

« D'avoir à xxxx, et en tout cas sur le territoire national et depuis temps non couvert par la prescription, xxxxx ».

Monsieur XX / Madame XX soulève in limine litis une exception de nullité

Il reste que la procédure est irrégulière et que les droits de la défense de Monsieur XXX n'ont pu être correctement exercés en l'espèce :

- Le contrôle d'identité irrégulier,
- Le placement en garde à vue à une heure différée de son interpellation,
- Sur la notification des droits
- Sur le droit à l'assistance de l'avocat de son choix,
- L'avis immédiat du magistrat,
- L'accès au bénéfice réel d'un examen médical permettant la garde à vue dans des conditions de dignité,

De sorte que le Tribunal prononcera la nullité de l'intégralité de la procédure pour irrégularité du contrôle d'identité, le cas échéant de l'interpellation et de la garde à vue ainsi que des actes subséquents.

I. Discussion

1. Sur le contrôle d'identité

Selon l'article 78-2 du Code de procédure pénale, il existe cinq cas de contrôles d'identité de police judiciaire.

Ce contrôle est effectué lorsqu'il existe une raison plausible de soupçonner que la personne contrôlée :

- A commis ou tenté de commettre une infraction,
- Se prépare à commettre un crime ou un délit,
- Peut fournir des renseignements sur un crime ou un délit,
- Fait l'objet de recherches ordonnées par une autorité judiciaire,
- A violé les obligations ou interdictions auxquelles elle est soumise dans le cadre d'un contrôle judiciaire, d'une mesure d'assignation à résidence avec surveillance électronique, d'une peine ou d'une mesure suivie par le juge de l'application des peines,
- Qu'elle fait l'objet de recherches ordonnées par une autorité judiciaire.

Ainsi, le fonctionnaire de police **devra scrupuleusement justifier dans son procès-verbal** que le contrôle qu'il a effectué rentre dans l'un des cas précités.

Auquel cas, l'annulation de la procédure est encourue.

La jurisprudence a pu indiquer quelques exemples factuels où le contrôle de police est légal :

- Commission d'une infraction sous les yeux des forces de l'ordre (C. cass., 2e civ., 10 nov. 1999, n° 98-50040)
- La tentative de se dissimuler à la vue d'un véhicule de police (Civ. 1er 17 janv. 2006 Bull civ. I n°21) ou de fuir.
- Une personne qui stationne, à la nuit tombante pendant plus d'une demie heure sans raison apparente, à proximité d'une parking où sont garés des véhicules, et s'approche d'une des voitures en stationnement (Crim. 13 janv. 1986, Bull crim n° 19)

Quelques exemples où le contrôle de police n'est pas légal :

- Une simple dénonciation anonyme non corroborée par d'autres éléments ne permet pas à des policiers de procéder au contrôle de l'individu (Civ. 1^{re}, 31 mai 2005)
- Faire demi-tour sur un marché à la vue des policiers n'est pas une raison plausible de soupçonner la commission d'une infraction (C. cass., civ. 1^{re}, 10 mai 2006, n° 04-50145)
- Le fait de descendre d'un véhicule, de se diriger vers une gare puis de faire demi-tour afin de remonter dans son véhicule ne constitue pas un indice laissant supposer la commission d'une infraction (C. cass., civ. 2^e, 18 mars 1998, n° 96-50017)

Enfin, pour pouvoir contrôler la légalité d'une telle mesure, le dossier doit comporter les procès-verbaux de contrôle, à peine de nullité de l'ensemble de la procédure (Cass.crim, 8 mars 2017, n°15-86160)

En l'espèce, il ressort des pièces de la procédure que le contrôle d'identité de Monsieur XXX a été réalisé sur un motif parfaitement étranger aux conditions légales précitées.

➔ Rapport de Mise à disposition n°XXXX

« XXXXX. »

➔ Audition de Madame XXXX

« XXXXX ».

➔ Audition de Madame XXX

« XXXXXu »

➔ Audition de Madame XXX

« XXX ».

Il ressort des pièces de la procédure que le contrôle a été uniquement motivé par le conducteur faisant des signes « pour saluer » les policières et l'écoute de musique au sein de l'habitacle.

L'article R.412-12 du Code de la Route dispose que :

. — Lorsque deux véhicules se suivent, le conducteur du second doit maintenir une distance de sécurité suffisante pour pouvoir éviter une collision en cas de ralentissement brusque ou d'arrêt subit du véhicule qui le précède. Cette distance est d'autant plus grande que la vitesse est plus élevée. Elle correspond à la distance parcourue par le véhicule pendant un délai d'au moins deux secondes.

II. — Hors agglomération, lorsque des véhicules ou des ensembles de véhicules, dont le poids total autorisé en charge dépasse 3,5 tonnes ou dont la longueur dépasse 7 mètres, se suivent à la même vitesse, la distance de sécurité mentionnée au I est d'au moins 50 mètres.

III. — Les dispositions du II ne sont applicables ni aux convois et aux transports militaires et des unités de la police nationale ni aux véhicules des unités d'instruction et d'intervention de la sécurité civile, qui font l'objet de règles particulières.

IV. — Pour les ouvrages routiers dont l'exploitation ou l'utilisation présente des risques particuliers, l'autorité investie du pouvoir de police peut imposer des distances de sécurité plus grandes entre les véhicules.

V. — Le fait, pour tout conducteur, de contrevenir aux dispositions du présent article est puni de l'amende prévue pour les contraventions de la quatrième classe.

VI. — Tout conducteur qui a contrevenu aux règles de distance prises en application du (Décr. no 2003-293 du 31 mars 2003, art. 2-III) «présent article» encourt également la peine complémentaire de suspension, pour une durée de trois ans au plus, du permis de conduire, cette suspension pouvant être limitée à la conduite en dehors de l'activité professionnelle.

VII. — La contravention prévue au V donne lieu de plein droit à la réduction de 3 points du permis de conduire.

L'article R412-6 du Code de la Route relatif aux obligations générales de prudence de l'automobiliste, écouter de la musique à un niveau sonore trop élevé est passible de sanction **d'une contravention de 2^{ème} Classe**.

Cependant rien en procédure ne permet d'indiquer que ce niveau était assez levé

Enfin concernant la gestuelle adoptée par le requérant, il ne ressort pas de la procédure qu'elle ait pu être désobligeante, vulgaire et insultant.

Qu'il ressort des pièces de la procédure que Monsieur XXX n'a jamais été incriminé au cours de la Garde à vue pour « les infractions » susmentionnées venant conformer qu'aucune infraction n'a été commise avant le contrôle d'identité.

Que dès lors, le contrôle d'identité de Monsieur XXXX est irrégulier.

En conséquence, cette irrégularité de procédure justifie l'annulation du contrôle d'identité de Monsieur XXXX, **de l'intégralité de la procédure**, de la garde à vue du requérant et des actes accomplis au cours de celle-ci.

2. Sur l'heure du placement en garde à vue

La garde à vue est définie comme une mesure de contrainte décidée par un officier de police judiciaire sous le contrôle de l'autorité judiciaire par laquelle une personne à l'encontre de laquelle il existe une ou plusieurs raisons plausibles de soupçonner qu'elle a commis ou tenté de commettre un crime ou un délit puni d'une peine d'emprisonnement (article 62-2 et suivants du Code de procédure pénale).

La chambre criminelle de la Cour de cassation avait retenue dans un arrêt rendu le 6 décembre 2000, que dès lors qu'une personne est tenue **sous la contrainte** à la disposition des services de police, et qu'elle est privée de la liberté d'aller et venir, elle doit être aussitôt placée en garde à vue, et recevoir notification de ses droits (Cass. crim. 6 décembre 2000, n° 00-86.221).

Les mesures coercitives peuvent débuter dès l'interpellation par le menottage de la personne suspectée. (Article 803 du Code de procédure pénale).

Il ressort des éléments de la procédure que les faits se sont déroulés à tout le moins le XXX avant XXhXX.

En effet, le procès-verbal de compte rendu d'infraction initial permet d'indiquer qu'à XXhXX est dressé le procès-verbal de constatations des policiers de la division BAC XXX.

L'agent de police judiciaire rédacteur retient qu'à l'heure du dressement de son procès-verbal, soit XXhXX, Monsieur XX est menotté :

« Précisons que XXXXXXXXX désignant un homme menotté et assis dans un véhicule d'intervention sous la garde de leurs collègues ».

Cependant, Monsieur XXX ne se verra placé en garde à vue que le XX à XXhXX.

S'il apparaît que la mise à disposition par la police municipale de Monsieur XXX s'est déroulée postérieurement à son menottage, le début de sa garde à vue aurait dû être rétroactive à l'heure effective où le prévenu avait été privé de sa liberté d'aller et venir.

L'heure du placement effectif en garde à vue est nécessairement antérieure à XXHXX contrairement à ce qui est indiqué par les procès-verbaux.

Ce délai est incontestablement excessif et constitue une violation de l'article 62-1 et 63-1 du Code de procédure pénale tel qu'il est appliqué par la jurisprudence.

Dès lors, il justifie l'annulation de la garde à vue de Monsieur XXXX et des actes accomplis au cours de celle-ci.

3. Sur la notification des droits

L'article 63-1 du code de procédure pénale (« **CPP** ») prévoit que « *la personne placée en garde à vue est **immédiatement informée** [de ses droits] par un officier de police judiciaire ou, sous le contrôle de celui-ci, par un agent de police judiciaire, dans une langue qu'elle comprend, le cas échéant au moyen du formulaire prévu au treizième alinéa (...). Mention de l'information donnée en application du présent article est portée au procès-verbal de déroulement de la garde à vue et émargée par la personne gardée à vue. En cas de refus d'émargement, il en est fait mention* ».

Il est de jurisprudence constante que si aucun élément de la procédure n'établit une circonstance insurmontable justifiant la décision de différer la notification de ses droits à l'intéressé, la garde à vue doit être annulée ainsi que la procédure subséquente.

La Chambre criminelle a ainsi pu juger que :

*« l'officier de police judiciaire ou, sous son contrôle, l'agent de police judiciaire, a le devoir de notifier immédiatement les droits attachés au placement en garde à vue ; (...) **tout retard dans la mise en œuvre de cette obligation, non justifié par une circonstance insurmontable, porte nécessairement atteinte aux intérêts de la personne concernée** »*¹

Ainsi a-t-il été jugé qu'un délai de **30 minutes** entre le placement en garde à vue et la notification des droits est excessif, justifiant l'annulation de la garde à vue et de la procédure subséquente².

En l'espèce, la notification des droits de Monsieur XXX a été différée en raison de son **test d'alcoolémie positif** et ce pour une durée de XhXX min.

On peut relever dans le procès-verbal de placement en garde à vue – droits différés :

« Constatons que son état d'imprégnation alcoolique vérifié par éthylomètre ne permet pas la notification des droits relatifs au placement en garde à vue ».

Par un arrêt du 25 mai 2023, la Cour de cassation censure une ordonnance d'un président d'une cour d'appel qui avait rejeté un moyen de nullité fondé sur la tardivité de la notification des droits au motif que l'alcoolémie positive y faisait obstacle.

Pour la Cour, **la seule référence à une alcoolémie positive** ne permet pas de caractériser une circonstance insurmontable, au sens de l'article 63-1 du code de procédure pénal, justifiant une notification différée des droits.

Le juge doit en effet apprécier, dans le cadre du contrôle qu'il exerce, si le gardé à vue était en **capacité de comprendre le sens et la portée de la notification des droits**, indépendamment de la valeur relevée.

¹ Crim. 2 mai 2002 : n° 01-88.453. A noter que la Chambre criminelle a pu considérer une notification tardive lorsque celle-ci « *n'est pas intervenue dès le début de la perquisition à son domicile, au moment où il a été effectivement placé en garde à vue* » (Crim. 13 avril 1999 : n° 98-87873 ; Crim. 14 décembre 1999 : Bull. n° 242).

² Crim. 24 mai 2016 : Bull. n° 155.

En l'espèce, il apparaît que les tests pour la mesure de l'alcoolémie n'ont pas été réalisés avant la prise de décision par l'officier de police judiciaire de différer les droits de Monsieur XXX.

On peut en effet mettre en évidence le procès-verbal de vérification de l'existence d'un état alcoolique par éthylomètre et le procès-verbal de placement en garde à vue – droits différés :

- 1^{er} contrôle : 0,XX retenu à XXh
- PV de notification de droits différés à XX
- 2^{ème} contrôle : 0,XX retenu à XXhXX.

Ainsi l'entière vérification n'avait pas été accomplie, préjudiciant aux droits de la défense quant à une notification immédiate des droits lors de son placement en garde à vue.

De plus, aucun élément de la procédure n'établit une circonstance insurmontable justifiant ces délais,

Ce délai est incontestablement excessif et constitue une violation de l'article 63-1 du CPP tel qu'il est appliqué par la jurisprudence.

Dès lors, il justifie l'annulation de la garde à vue de Monsieur XXXX et des actes accomplis au cours de celle-ci.

4. Sur l'assistance de l'avocat désigné et l'absence d'avis famille

Monsieur XX indique qu'il a sollicité dès lors que ses droits lui ont été notifiés :

- Un avis famille au bénéfice de Madame XX
- Un avocat en la personne de son conseil habituel
- Un examen médical

L'officier de police judiciaire aurait refusé l'exercice des droits de Monsieur XX et aurait marqué sur le PV refus de signer.

Il s'avère que ce refus de signer est particulièrement étonnant en ce que Monsieur XXX a signé l'ensemble des documents au sein de la procédure à l'exception de celui dont il conteste le contenu.

Étonnant au regard également des actes de procédures où alors que Monsieur XXX aurait refusé de le bénéfice d'un examen médical, un médecin a toutefois été requis le XXX et l'examen médical ayant eu lieu à XXh...

Monsieur XX indique qu'il a sollicité à pouvoir faire prévenir Madame XX qui a toujours été le contact de Monsieur XX lors de ses gardes à vues.

Aucun PV de contact infructueux de l'avis famille n'a été réalisé.

De même, Monsieur XXX indiquait vouloir son conseil habituel dont il avait perdu le nom mais dont le numéro de téléphone était présent sur son téléphone mobile.

Le policier a refusé de consulter le répertoire du téléphone de Monsieur XX et a fait solliciter la permanence des avocats pour la désignation d'un avocat commis d'office.

➔ Notification de Garde à vue – Refus de signer

« Je n'ai pas d'avocat particulier et souhaite un avocat commis d'office »

➔ Prolongation de Garde à vue - Signé par le gardé à vue

« Au cas où l'avocat désigné ne peut être contacté, je souhaite qu'un avocat soit commis d'office ».

Il ressort qu'outre les déclarations du requérant, en tout cas de manière certaine lors de la prolongation de garde à vue, Monsieur XX a sollicité le bénéfice de l'assistance de son conseil habituel.

Qu'il ressort également qu'il semblerait que les policiers ont enfin trouvé le répertoire téléphonique de Monsieur XXX pour contacter son conseil habituel.

Il y a lieu de préciser que lors de leur appel, les policiers ont indiqué au conseil de Monsieur XX que la garde à vue **était terminée**, qu'il avait été assisté par un avocat commis d'office et qu'il serait déféré demain pour une orientation en comparution immédiate et non que Monsieur XXX était – comme le prétend le procès-verbal – en prolongation de garde à vue.

L'article 63-1 du Code de procédure pénale (CPP) alinéa 1^{er} :

« Toute personne placée en garde à vue **est immédiatement informée par un officier de police judiciaire**, ou, sous le contrôle de celui-ci, par un agent de police judiciaire, de la nature de l'infraction sur laquelle porte l'enquête, **des droits mentionnés aux articles 63-2, 63-3 et 63-4 ainsi que des dispositions relatives à la durée de la garde à vue prévues par l'article 63.**»

L'article 63-3-1 du CPP :

« Dès le début de la garde à vue, la personne **peut demander à être assistée par un avocat.** Si elle n'est pas en mesure d'en désigner un ou si l'avocat choisi ne peut être contacté, elle peut demander qu'il lui en soit **commis un d'office par le bâtonnier.**

Le bâtonnier ou l'avocat de permanence commis d'office par le bâtonnier est informé de cette demande par tous moyens et sans délai.

L'avocat peut également être désigné par la ou les personnes prévenues en application du premier alinéa du I de l'article 63-2. Cette désignation doit toutefois être confirmée par la personne.

L'avocat désigné est informé par l'officier de police judiciaire ou, sous le contrôle de celui-ci, par un agent de police judiciaire ou un assistant d'enquête de la nature et de la date présumée de l'infraction sur laquelle porte l'enquête.

S'il constate un conflit d'intérêts, l'avocat fait demander la désignation d'un autre avocat. En cas de divergence d'appréciation entre l'avocat et l'officier de police judiciaire ou le procureur de la République sur l'existence d'un conflit d'intérêts, l'officier de police judiciaire ou le procureur de la République saisit le bâtonnier qui peut désigner un autre défenseur.

Le procureur de la République, d'office ou saisi par l'officier de police judiciaire ou l'agent de police judiciaire, peut également saisir le bâtonnier afin qu'il soit désigné plusieurs avocats lorsqu'il est nécessaire de procéder à l'audition simultanée de plusieurs personnes placées en garde à vue. »

L'article 63-4-2 alinéa premier du CPP poursuit également :

« La personne gardée à vue peut demander que l'avocat assiste à ses auditions et confrontations. Dans ce cas, la première audition, sauf si elle porte uniquement sur les éléments d'identité, ne peut débuter sans la présence de l'avocat choisi ou commis d'office avant l'expiration d'un délai de deux heures suivant l'avis adressé dans les conditions prévues à l'article 63-3-1 de la demande formulée par la personne gardée à vue d'être assistée par un avocat. Au cours des auditions ou confrontations, l'avocat peut prendre des notes. (...) »

L'article Article 63-4 dudit code précise que :

« L'avocat désigné dans les conditions prévues à l'article 63-3-1 peut communiquer avec la personne gardée à vue dans des conditions qui garantissent la confidentialité de l'entretien.

La durée de l'entretien ne peut excéder trente minutes.

Lorsque la garde à vue fait l'objet d'une prolongation, la personne peut, à sa demande, s'entretenir à nouveau avec un avocat dès le début de la prolongation, dans les conditions et pour la durée prévue aux deux premiers alinéas. »

En l'absence de précision textuelle, la jurisprudence peut considérer que la violation de cette disposition est susceptible de porter atteinte aux droits fondamentaux.

Concernant les nullités d'ordre privé sont celles qui visent à sanctionner les violations qui portent nécessairement atteinte aux intérêts de la personne concernée.

Ces nullités contrairement aux nullités d'ordre public, nécessitent la démonstration d'un grief

La jurisprudence a ainsi considéré comme relevant de la nullité d'ordre privé :

- Le non-respect du droit pour la personne gardée à vue de s'entretenir avec un avocat (Cass.crim, 9 mai 1994, n°94-80.802)
- L'officier de police judiciaire doit à peine de nullité mentionner les diligences qu'il a accomplies pour que l'intéressé bénéficie de son droit à l'avocat dans le délai légal ainsi que les suites données aux appels téléphoniques aux avocats désignés ou aux services de l'ordre (Cass crim 8 mars 200 n°99-87.319, 10 mai 2001 n°01-81.762)
- **Le refus d'informer l'avocat choisi porte nécessairement atteinte aux intérêts de la personne concernée** (.Cass.crim., 21.10.2015, n°15-81.032)

Concernant le droit communautaire, Il est désormais établi que le droit à un procès équitable, tel qu'il est formulé à l'article 6§3 de la Convention européenne des droits de l'Homme, **implique que la personne gardée à vue puisse bénéficier de l'assistance d'un avocat dès le début de la mesure et pendant ses auditions** (Ass. plén., 15 avril 2011, n° 10- 17.049 ; CourEDH, Brusco c. France, 14 octobre 2010, n° 1466/07)

« Tout accusé a droit notamment à :

(....)

c se défendre lui-même ou avoir l'assistance d'un défenseur de son choix et, s'il n'a pas les moyens de rémunérer un défenseur, pouvoir être assisté gratuitement par un avocat d'office, lorsque les intérêts de la justice l'exigent; »

Dès lors, il est justifié une atteinte aux droits de la défense faisant nécessairement grief tendant à l'annulation de la garde à vue de Monsieur XXXXX et des actes accomplis au cours de celle-ci.

5. Sur la tardiveté de l'avis magistrat

L'article 63, alinéa 2, du Code de procédure pénale (« **CPP** ») prévoit que :

*« Dès le début de la mesure, l'officier de police judiciaire informe le procureur de la République, **par tout moyen**, du placement de la personne en garde à vue. Il lui donne connaissance des motifs justifiant, en application de l'article 62-2, ce placement et l'avise de la qualification des faits qu'il a notifiée à la personne en application du 2° de l'article 63-1. »*

Faisant une stricte application de ces dispositions, la Chambre de criminelle de la Cour de cassation a jugé, par arrêt du 24 mai 2016, qu'un **délai de quarante-cinq minutes entre le placement en garde à vue et l'avis à magistrat était nécessairement tardif** en sorte qu'il constituait une violation de l'article 62 du CPP :

« (...) l'officier de police judiciaire, qui, pour les nécessités de l'enquête, place une personne en garde à vue, doit en aviser le procureur de la République dès le début de cette mesure (...). Tout retard dans la mise en œuvre de [cette obligation], non justifié par des circonstances insurmontables, faisant nécessairement grief aux intérêts de ladite personne.

Attendu qu'il ressort des énonciations de l'arrêt et des pièces de la procédure que M. X... a été interpellé à son domicile et immédiatement placé en garde à vue le 17 novembre 2015, à 10 heures 30, puis que, jusqu'à 10 heures 50, une perquisition a été effectuée en ce lieu, qui a permis de saisir l'ordinateur du mis en cause ; que, de retour au service, l'officier de police judiciaire a, de 11 heures à 11 heures 05, procédé à la notification de ses droits à la personne gardée à vue, puis donné au procureur de la République, à 11 heures 15, l'avis légalement exigé

Attendu que, pour refuser d'annuler la mesure de garde à vue et la procédure subséquente, l'arrêt prononce par les motifs reproduits au moyen ;

*Mais attendu qu'en se déterminant ainsi, alors qu'**aucun élément de la procédure n'établit une circonstance insurmontable justifiant la décision de différer tant la notification de ses droits à l'intéressé que l'information du procureur de la République, la cour d'appel a méconnu le sens et la portée des textes susvisés et des principes ci-dessus énoncés*** »³.

Par arrêt du 27 juin 2017, la Chambre criminelle a de nouveau fait application de cette solution en statuant comme suit :

Attendu que, selon ce texte, l'officier de police judiciaire, qui, pour les nécessités de l'enquête, place une personne en garde à vue, doit aviser le procureur de la République dès le début de cette mesure et l'informer des motifs et de la qualification des faits notifiés à la personne, tout retard dans la mise en œuvre de cette obligation, non justifié par des circonstances insurmontables, faisant nécessairement grief aux intérêts de ladite personne ; (...)

*Attendu que, pour rejeter l'exception de nullité tirée du défaut d'information du procureur de la République sur la mesure de garde à vue, l'arrêt énonce, par motifs propres et adoptés, que M. X... **a été placé en garde à vue à 22 heures, qu'il résulte du procès-verbal de report de notification des droits établi à 22 heures 53 que le magistrat du parquet a été avisé par télécopie, que cette information est effectuée par tous moyens sans qu'il soit nécessaire ni d'en préciser les modalités ni d'adjoindre des justificatifs, et que le caractère tardif de cette information n'est pas expressément soulevé, ni établi ;***

Mais attendu qu'en statuant ainsi, alors qu'aucun élément de la procédure n'établit que le procureur de la République a été informé, dès le début de la mesure, du placement en garde à vue, des motifs justifiant cette décision et de la qualification des faits, la cour d'appel a méconnu le sens et la portée du texte susvisé et le principe ci-dessus mentionné »⁴.

En l'espèce, comme il a été indiqué *supra* il y a lieu de rappeler que le début de la mesure de garde à vue fixée à XXhXX n'est pas l'heure réelle

³ Crim. 24 mai 2016 : Bull. n° 155.

⁴ Crim. 27 juin 2017 : n° 16-86354.

de placement sous contrainte de Monsieur XXX en l'espèce par un menottage et placement au sein du véhicule d'intervention de la police municipale.

En tout état de cause, il ressort de la procédure que Monsieur XXXX aurait été placé le XXX à XXh00 en garde à vue et que l'avis magistrat a été réalisé qu'à XXhXX soit 46 min après le début de la mesure.

En l'absence de toute circonstance insurmontable, une telle durée de 46 min constitue une violation manifeste des prescriptions de l'article 63 du CPP tel qu'appliqué par la jurisprudence de la Cour de cassation faisant nécessairement grief au mis en cause.

Il est ainsi demandé au Tribunal d'annuler le procès-verbal de notification des droits, d'avis à magistrat ainsi que l'ensemble des procès-verbaux subséquents et notamment les actes réalisés au cours de la garde à vue du Concluant.

6. Sur l'absence d'examen médical sérieux par le médecin

En droit,

L'article 63-3 du code de procédure pénale dispose notamment que :

« Toute personne placée en garde à vue peut, à sa demande, être examinée par un médecin désigné par le procureur de la République ou l'officier de police judiciaire. En cas de prolongation, elle peut demander à être examinée une seconde fois.

Le médecin se prononce sur l'aptitude au maintien en garde à vue et procède à toutes constatations utiles. Sauf en cas de circonstance insurmontable, les diligences incombant aux enquêteurs en application du présent alinéa doivent intervenir au plus tard **dans un délai de trois heures à compter du moment où la personne a formulé la demande.** Sauf décision contraire du médecin, l'examen médical doit être pratiqué à l'abri du regard et de toute écoute extérieurs afin de permettre le respect de la dignité et du secret professionnel.

A tout moment, le procureur de la République ou l'officier de police judiciaire peut d'office désigner un médecin pour examiner la personne gardée à vue.

En l'absence de demande de la personne gardée à vue, du procureur de la République ou de l'officier de police judiciaire, un examen médical est de droit si un membre de sa famille le demande ; le médecin est désigné par le procureur de la République ou l'officier de police judiciaire.

Le médecin examine sans délai la personne gardée à vue. Le certificat médical est versé au dossier.

Les dispositions du présent article ne sont pas applicables lorsqu'il est procédé à un examen médical en application de règles particulières.»

Le délai de 3h pour l'examen par un médecin ne s'impose que lorsque la demande émane du gardé à vue lui-même (Crim, 25 mai 2016, 16-80.379)

1. Ce droit est évidemment fondamental, pour plusieurs raisons que rappelle la Cour de cassation dans son Rapport Santé et système répressif :

« Parmi les garanties fondamentales accordées à la personne ainsi privée de sa liberté figure le droit à la protection de son intégrité physique et, plus généralement de sa santé. La Cour européenne des droits de l'homme s'est attachée, ces dernières années, à accentuer les obligations positives mises à la charge de l'autorité publique dans ce domaine. [...] La Cour de cassation s'est attachée à assurer l'effectivité des droits légalement reconnus à la personne privée de liberté. Les principes dégagés ont une incidence directe sur la garantie du droit spécifique au médecin et contribuent plus généralement au respect du droit de la personne gardée à vue à la protection de son intégrité physique et de sa santé, dès l'instant de la privation de liberté »⁵.

⁵ Rapport annuel de la Cour de cassation pour l'année 2007, Troisième Partie : Étude « La santé dans la jurisprudence de la Cour de cassation ».

2. L'article 802 du CPP dispose, pour sa part, que :

« En cas de violation des formes prescrites par la loi à peine de nullité ou d'inobservation des formalités substantielles, toute juridiction, y compris la Cour de cassation, qui est saisie d'une demande d'annulation ou qui relève d'office une telle irrégularité ne peut prononcer la nullité que lorsque celle-ci a eu pour effet de porter atteinte aux intérêts de la partie qu'elle concerne. »

Enfin par une décision QPC du 6 octobre 2023 (n°2023-1064), par une réserve d'interprétation, le Conseil constitutionnel juge que, en cas **d'atteinte à la dignité d'une personne résultant des conditions de sa garde à vue**, le magistrat compétent doit immédiatement prendre toute mesure afin de mettre fin à cette atteinte ou, si aucune mesure ne le permet, ordonner sa remise en liberté.

L'article 63-5 du même code prévoit notamment que cette mesure doit s'exécuter dans des conditions assurant le respect de la dignité de la personne.

En l'espèce, Monsieur XXX s'est plaint de douleurs à XXXXX et de contusions dans XXX.

Par deux examens médicaux, deux médecins ont pratiqué un examen clinique pratique sur le gardé à vue et n'ont constaté **aucune lésion traumatique récente visible**.

Alors qu'il apparaît que Monsieur XXX présentait de manière visible une déformation de XXXX, qu'il ne pouvait plus fermer.

Il sollicitait de pouvoir passer une radio pensant que XXXX avait été cassé lors de l'interpellation.

Il indiquait devant le procureur de la République lors de son défèrement qu'il aurait été victime de violences policières lors de l'interpellation et lors de sa garde à vue.

Il était constaté le XXXX, par le conseil de Monsieur XX :

- XXXX (...)

Pièce 1 : Photographies prises le XXX

Le concluant indiquait également que son traitement ne lui avait pas été remis le XXXX, ni avant la fin de garde à vue, ni lors de sa présence au Tribunal Judiciaire dans l'attente de son défèrement et de l'audience devant le juge des libertés et de la détention.

En l'espèce, il est manifeste que la violation des dispositions de l'article 63-3 du CPP ont eu des conséquences sur notamment sa santé lors de son maintien en garde à vue et que ces circonstances sont contraires aux conditions de dignité de la garde à vue, générant un grief dans l'exécution de la mesure conformément aux dispositions des articles 171 et 802 du code de procédure pénale.

Il est ainsi demandé au Tribunal d'annuler l'intégralité des pièces de la procédure en ce que le contrôle d'identité réalisé était irrégulier et abusif et que les actes présents dans le dossier pénal sont subséquents à ce contrôle.

Il est également demandé d'annuler les procès-verbaux de compte rendu d'infraction initiale, de placement en garde à vue, de notification des droits, de prolongation de garde à vue ainsi que l'ensemble des procès-verbaux subséquents et notamment les actes réalisés au cours de la garde à vue du Concluant.

* * *

L'article 459 du CPP prévoit en son alinéa 4 que la juridiction correctionnelle ne peut joindre au fond une exception de procédure si celle-ci touche à l'ordre public.

Il est constant que les principes afférant aux circonstances de la privation de liberté d'un individu sont d'ordre public.

Aussi, il sera demandé au Tribunal de céans de ne pas joindre l'incident au fond.

PAR CES MOTIFS

Vu les présentes conclusions et la jurisprudence y reproduite,
Vu les droits de la défense,
Vu les pièces,

Il est demandé au Tribunal de :

- **Juger** recevable l'exception de nullité ;
- **Y répondre** par jugement séparé *in limine litis* ;
- **Constater** la violation de l'article 78-2 du Code de procédure pénale ensemble les articles R.412-12 et R.412-6 du Code de la Route ;
- **Constater** la violation des articles 62-1 et 63-1 du Code de procédure pénale ;
- **Constater** la violation des articles 63-1, 63-3-1, 63-4-2, 63-4 du Code de procédure pénale
- **Constater** la violation de l'article 63 alinéa 2 du Code de procédure pénale ;
- **Constater** la violation des articles 63-3 et 63-5 du Code de procédure pénale
- **Constater** la violation de l'article 6§3 de la convention européenne des droits de l'Homme ;
- **Prononcer** la nullité de tous les actes de la procédure ;
- **Juger** que l'absence d'accès aux soins d'urgence au regard des blessures que présentait Monsieur XXXX constitue des conditions indignes de déroulement de la procédure de garde à vue, se faisant entraine la violation des articles 63-3 et 63-5 du Code de procédure pénale ;
- **Prononcer** la nullité de tous les actes de la garde à vue réalisés à l'endroit du Concluant.

**Sous tous réserves
Dont Acte**

**Fait à Bordeaux,
Le XXXX**

Bordereau de pièces :

Pièce 1 : Photographies prises le XXXX